

10 - 2022

ENQUÊTE

Enquête Climat

L'opinion dans 30 pays

Focus sur la France

_Antoine Bristielle

_François Gemenne



Antoine Bristielle est professeur agrégé de sciences sociales, chercheur en science politique au laboratoire Pacte (Sciences Po Grenoble) et directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.

François Gemenne est chercheur et enseignant en science politique (FNRS – université de Liège, Sciences Po et université Panthéon-Sorbonne).

Note méthodologique

Les résultats qui suivent sont issus de l'étude sur le climat réalisée tous les ans par BVA pour la Banque européenne d'investissement. L'enquête 2022 a été réalisée en ligne (ordinateur, tablette ou mobile) du 8 au 31 août 2022, auprès des vingt-sept pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Chine ainsi que les États-Unis.

Échantillon total de 25 722 personnes, composé de 30 échantillons représentatifs des populations nationales âgées de quinze ans et plus (seize+ pour

le Luxembourg) au sein des vingt-sept pays de l'Union européenne, du Royaume-Uni, de la Chine et des États-Unis.

1 000 personnes ont été interrogées en France.

Les répondants ont été sélectionnés aléatoirement parmi des panels nationaux représentatifs. La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'interviewé et région.

Ce que les Français nous disent de leurs préoccupations climatiques

– Antoine Bristielle

À n'en pas douter, les questions environnementales et climatiques ont été au cœur de l'été 2022. Des épisodes de canicule à répétition, suivis de feux de forêt dans des régions jusque-là épargnées ont ainsi montré à quel point le changement climatique était une réalité tangible aux conséquences meurtrières. Des épisodes de la sorte ne sont par ailleurs pas nouveaux. Souvenons-nous, par exemple, que l'été 2020 avait été marqué par des inondations massives dans les Alpes-Maritimes, provoquant neuf morts. Pour autant, lors de la dernière élection présidentielle, Yannick Jadot, candidat d'Europe Écologie-Les Verts (EE-LV), mettant les questions environnementales au centre de son discours et de son programme, n'obtenait que 4,63 % des suffrages et était même obligé, le soir du premier tour, de lancer un appel aux dons pour financer les dépenses de campagne non couvertes.

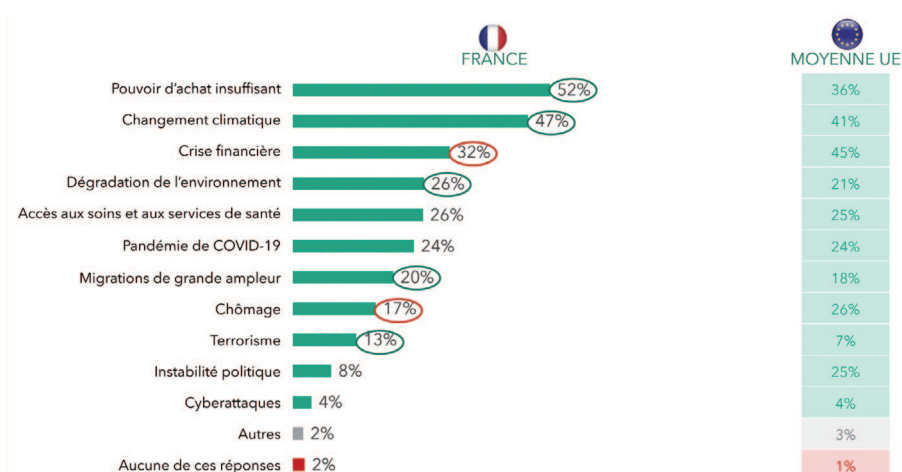
Cela laisse donc pensif : les Français sont-ils insensibles aux questions écologiques, alors que tous les prises de parole des experts et que toutes les crises climatiques que nous subissons devraient nous pousser à l'action ?

Nous allons le voir, le mauvais score d'EE-LV lors de la présidentielle occulte une réalité beaucoup plus complexe : l'environnement est bien un sujet de préoccupation majeur, qui dépasse par ailleurs de nombreux clivages politiques et sociaux. Les Français sont en attente de mesures extrêmement fortes et concrètes pour préserver notre environnement.

Protéger l'environnement : un enjeu primordial pour les Français

Cela se remarque tout d'abord lorsque l'on demande aux Français les enjeux qui les préoccupent le plus : le changement climatique arrive en seconde position, juste derrière l'augmentation du coût de la vie, en étant cité par 47 % des répondants.

Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis auxquels la population de votre pays est actuellement confrontée ?

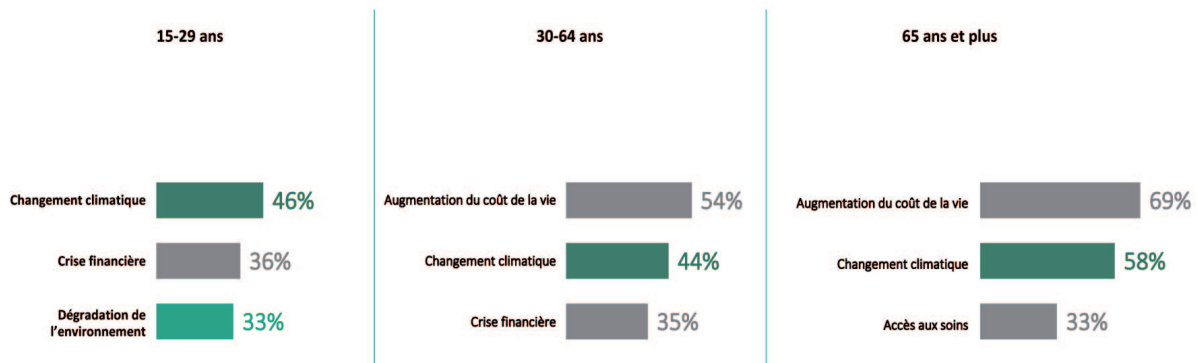


Plus encore, et à rebours d'une vision selon laquelle les jeunes générations seraient les seules à se préoccuper de l'environnement, on remarque au contraire à quel point cette question est transgénérationnelle. Les plus de soixante-cinq ans sont d'ailleurs les plus préoccupés par cette question : 58 % des Français de cette tranche d'âge le cite comme l'enjeu majeur de

préoccupation. Si les Français sont aussi préoccupés par les enjeux environnementaux, c'est qu'ils en subissent déjà les conséquences : 80 % déclarent en effet que le changement climatique a un impact sur leur vie quotidienne. La dégradation de l'environnement est déjà une réalité extrêmement palpable pour nombre de nos concitoyens.

Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis auxquels la population de votre pays est actuellement confrontée ?

Les 3 plus grands défis



L'insatisfaction concernant l'action climatique

L'importance prise par les questions climatiques à l'heure actuelle recoupe également un consensus général concernant la perception de l'(in)action des gouvernements et concernant les mesures souhaitées par les Français. Pas moins de 87 % de nos concitoyens jugent que l'action des gouvernements est trop lente pour lutter contre le changement climatique et contre la dégradation de l'environnement. Ce chiffre est impressionnant et montre bien à quel point les Français sont en avance par rapport à leurs gouvernants sur ces sujets et qu'ils ne les considèrent pas à la hauteur du péril auquel nous faisons face. D'ailleurs, 61 % pensent que l'engagement gouvernemental de réduction des émissions de carbone d'ici à 2030 ne sera pas tenu.

Si le manque de volontarisme gouvernemental est donc largement critiqué par nos concitoyens, leur jugement est également extrêmement sévère concer-

nant l'action des entreprises et de citoyens : 88 % des Français déclarent que dans les faits les entreprises, tout comme les Français de manière générale, ne souhaitent pas vraiment changer leur mode de production et de consommation.

La déconnexion entre la perception d'un danger extrêmement grave et imminent et l'absence de réponse politique et collective à la hauteur de la situation est donc extrêmement forte. Et évidemment, dans une telle configuration, l'inquiétude domine largement. 89 % des Français pensent ainsi que si nous ne réduisons pas drastiquement notre consommation d'énergie et de biens dans les années à venir, nous nous dirigeons vers une catastrophe mondiale.

Les Français sont en demande d'actions volontaristes de la part des gouvernements pour faire face au péril qui nous menace : 67 % pensent que le gouvernement devrait imposer des mesures plus strictes sur le comportement des gens pour lutter contre le changement climatique. Et encore une fois, c'est un consensus générationnel que l'on observe à ce niveau.

Le contexte international, un atout pour la transition écologique ?

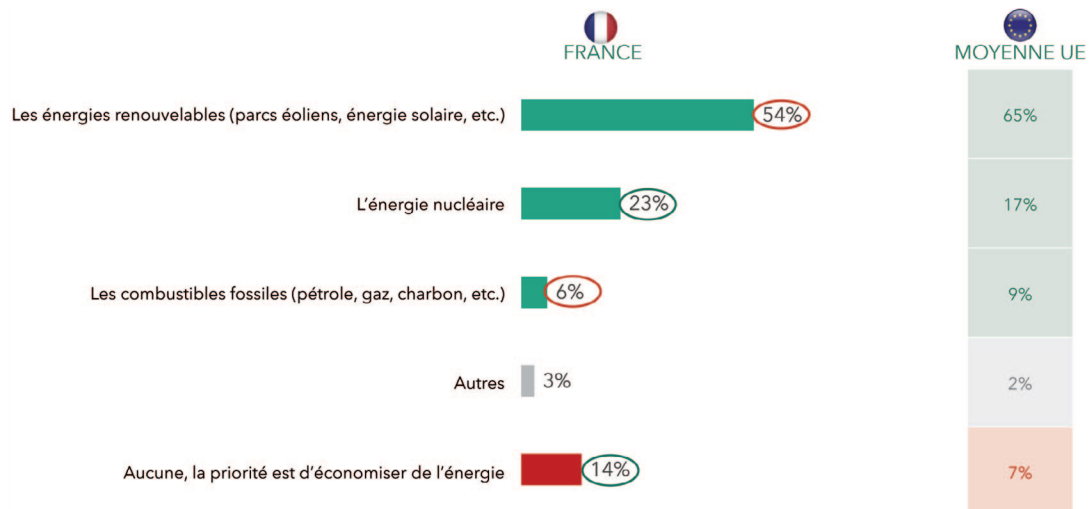
On le sait, le contexte international, lié notamment au conflit en Ukraine, a entraîné une forte augmentation du prix de l'énergie et est venu ainsi peser lourdement sur le budget des ménages. Pourtant, à bien y regarder, cette crise majeure est perçue comme une opportunité par de nombreux Français. Lorsque l'on demande à nos concitoyens si l'augmentation du prix des énergies fossiles devrait soit nous pousser à accélérer la transition écologique en réduisant notre consommation d'énergies fossiles, soit plutôt nous amener à ralentir la transition verte pour garantir la disponibilité de l'énergie à court terme, 71 % sont en faveur de la première solution. Plus encore, lorsqu'on demande alors quel devrait être la priorité de l'État dans le contexte actuel, 41 % déclarent qu'il faut développer les énergies renouvelables, 35 % qu'il faut diversifier les fournisseurs d'énergie pour ne pas être dépendant d'un seul pays et 24 % qu'il faut réduire collectivement notre consommation d'énergie. Ou pour le dire autrement, seuls 35 % des Français jugent ainsi que le système de production et de consommation actuel devrait perdurer, mais simple-

ment avec des partenaires plus vertueux. Les Français sont donc dans l'attente d'un tournant écologique majeur.

Quel mix énergétique ?

Concernant la question de l'énergie, seuls 6 % de nos concitoyens pensent que l'on devrait investir dans les énergies fossiles, quand 14 % pensent au contraire que la priorité devrait être non pas d'investir dans des sources d'énergie, mais plutôt de limiter son utilisation. Le débat qui divise le plus la société se trouve davantage entre ceux pensant que l'on devrait investir dans des énergies renouvelables et ceux plébiscitant d'investir dans le nucléaire de façon plus importante. Or, à ce niveau, la première option est largement favorisée par rapport à la seconde (54 % contre 23 %). Par ailleurs, un vrai clivage générationnel se donne à voir. Chez les 15-29 ans, 61 % des répondants privilégient d'investir dans les énergies renouvelables, contre 17 % dans l'énergie nucléaire. Chez les plus de soixante-cinq ans, la situation est beaucoup plus ambiguë : 41 % privilégient l'énergie nucléaire et 43 % les énergies renouvelables.

Dans quelle source d'énergie votre pays devrait-il investir le plus dans les années à venir ?



Quel serait alors l'avantage de renoncer aux énergies fossiles ? Pour les Français, l'aspect écologique serait primordial : 36 % des Français citent pour intérêt principal le fait que les énergies fossiles sont mauvaises pour le climat et pour l'environnement, devant la question de l'indépendance énergétique (29 %).

Action climatique et justice sociale

Rentrons maintenant dans le détail en analysant plus précisément les mesures souhaitées par les Français. Il apparaît tout d'abord que nos concitoyens sont particulièrement favorables à la progressivité du prix de l'énergie. 63 % pensent en effet que le prix de l'énergie devrait être indexé sur le niveau de consommation : plus une personne consommerait de l'énergie, plus l'énergie deviendrait coûteuse. De la même manière, 68 % de nos concitoyens sont pour le fait de taxer sévèrement la consommation d'énergie qui a un fort impact sur le climat et sur l'environnement, comme le transport aérien ou les SUV. En revanche, seulement 53 % sont en faveur de la limitation de la vitesse sur les autoroutes. Il apparaît donc que la question environnementale se couple indéniable-

ment à un enjeu de justice sociale. Comme nous le disions, les Français sont prêts à ce que des mesures extrêmement fortes soient prises pour protéger notre environnement, mais celles-ci doivent peser en premier lieu sur les plus fortunés d'entre nous, ceux dont le pouvoir d'achat sera le moins impacté par de telles mesures.

Conclusion

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement inquiètent fortement les Français. Face à ce péril et à ses conséquences qui se font largement ressentir, nos concitoyens sont prêts à faire des efforts (40 % des Français indiquent, par exemple, vouloir chauffer leur domicile à 19 ou 20 degrés et 23 % à moins de 19 degrés). Néanmoins, c'est bien l'insatisfaction qui à l'heure actuelle se fait le plus sentir, insatisfaction face au manque d'action de la population, des entreprises et, surtout, des gouvernements. Des mesures structurelles et fortement impactantes sont attendues de la part de nos gouvernements pour protéger notre environnement, mais ces mesures doivent être socialement justes et toucher en premier lieu les plus aisés d'entre nous.

Face à l'inaction politique, les Français plébiscitent la coercition climatique

– François Gemenne

En raison de son électricité largement décarbonée grâce à l'énergie nucléaire, la France se perçoit souvent comme un élève exemplaire dans la lutte contre le changement climatique. À deux reprises au cours des dernières années pourtant, les tribunaux administratifs ont enjoint la France de rehausser son niveau d'ambition pour atteindre ses objectifs climatiques. Quant à la biodiversité, elle est longtemps restée le parent pauvre des politiques environnementales, jusqu'à la création de l'Agence française pour la biodiversité en 2016.

Une préoccupation ancienne

La création d'un secrétariat d'État à l'Environnement, en France, remonte à 1971, à peu près à la même époque que dans la plupart des pays industrialisés. Dès 1974, un candidat écologiste, René Dumont, se présente à l'élection présidentielle. Depuis lors, plusieurs défenseurs de l'environnement deviendront des figures populaires du débat public français : le commandant Jacques-Yves Cousteau, le volcanologue Haroun Tazieff, ou encore l'animateur de télévision Nicolas Hulot, qui conseillera plusieurs présidents avant de se lancer lui-même en politique par la suite. L'apparition des problèmes environnementaux parmi les préoccupations principales des Français est toutefois relativement récente : le sujet a longtemps été vu comme un sujet technique, avec un impact limité sur la vie des citoyens. Et malgré quelques envolées restées célèbres, telles celle du président Chirac sur notre « maison qui brûle tandis que nous regardons ailleurs », les politiques environnementales restent peu visibles et peu ambitieuses.

Aujourd'hui, près d'un Français sur deux (47 %) mentionne le changement climatique parmi les trois plus grands défis que leur pays doit affronter, soit un taux légèrement supérieur à la moyenne européenne. Dès 2021, une écrasante majorité (83 %) estimait que le changement climatique était le plus grand défi pour l'humanité au XXI^e siècle. Ces résultats confirment ceux indiqués dans plusieurs autres enquêtes récentes, notamment celle de « Parlons climat » (2022) qui montrait que 85 % des Français se disaient inquiets du changement climatique. Cette inquiétude est partagée par toutes les générations et toutes les classes d'âge de la population. Les vagues de chaleur et les sécheresses qui ont ponctué l'été 2022 ont certainement joué un rôle dans la perception des impacts du changement climatique : 80 % des Français estiment désormais que le changement climatique a des impacts dans leur vie de tous les jours, un chiffre en hausse de 10 % par rapport à 2021.

Innovations démocratiques

Ce n'est qu'à partir de 2007, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, que les politiques environnementales vont connaître un tour décisif, avec la convocation du Grenelle de l'environnement, un grand forum qui associe la société civile, et notamment les ONG environnementales, à l'élaboration d'un cadre législatif ambitieux en matière de politiques environnementales. Le Grenelle de l'environnement a conduit à l'adoption d'un important paquet législatif – la loi Grenelle I –, mais la plupart des mesures ont été finalement abandonnées au cours du processus, au grand dam des associations.

Une décennie plus tard, la convention citoyenne pour le climat, initiée en 2019 suite à la crise des « gilets jaunes », a connu un destin similaire : la plupart des mesures préconisées ont été abandonnées. La convention était un dispositif démocratique innovant, qui avait rassemblé 150 citoyens tirés au sort pour plancher sur des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la France. Au terme d'un processus délibératif de neuf mois, 150 mesures, très ambitieuses, ont été remises au président de la République, qui n'en garda finalement que quelques-unes.

Mobilisations citoyennes

Les politiques environnementales, en France, ont également été très influencées par les mobilisations citoyennes, que celles-ci aient été dirigées contre certains projets destructeurs de l'environnement ou contre des politiques environnementales. Le moment fondateur des mobilisations citoyennes est sans nul doute la lutte du Larzac, mouvement citoyen d'opposition à l'extension du camp militaire sur le causse du Larzac, qui dura de 1971 à 1981 et se solda par l'abandon du projet. D'autres mobilisations similaires d'occupation de l'espace public aboutirent aussi à l'abandon du projet, comme le barrage de Sivens (2015) ou l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes (2018). L'occupation de l'espace public se fait désormais souvent sous la forme d'une zone à défendre (ZAD), au sein de laquelle les militants qui l'occupent (les zadistes) s'organisent en auto-gestion.

Mais d'autres mobilisations se sont portées contre des politiques environnementales : ainsi le projet d'écotaxe sur les poids lourds a dû être abandonné à la suite de la mobilisation des « bonnets rouges » en Bretagne, en 2013. Plus récemment, le mouvement des « gilets jaunes », déclenché à la suite d'une augmentation des droits d'accises sur le diesel, a révélé une profonde fracture sociale à partir de 2018 et souligné la nécessité d'une forte exigence d'équité dans la mise en place de politiques environnementales.

Deux tiers des Français se déclarent néanmoins en faveur de mesures environnementales plus strictes

de la part des gouvernements, de manière à modifier les habitudes des populations. Ce résultat tranche singulièrement avec la nature des débats publics sur le sujet, qui donne volontiers à penser qu'une majorité de la population serait hostile à des interdictions ou à des restrictions au nom de la protection de l'environnement, des mesures souvent caricaturées sous le vocable d'« écologie punitive ». Le résultat du sondage indique au contraire qu'une forte majorité de la population souhaiterait des mesures plus strictes et donc coercitives. C'est un signal très important pour la définition des politiques publiques, qui montre que le débat public est profondément biaisé par rapport à l'état de l'opinion.

Politiques énergétiques

La question de la lutte contre le changement climatique, en France, se réduit souvent à la question de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique. Le choix de recourir massivement à l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, dans les années 1950 et 1960, a permis une décarbonation rapide de ce secteur, mais s'est heurté dès l'origine à de violentes oppositions ; aujourd'hui, ces dernières portent essentiellement sur le coût de cette énergie, les problématiques de sûreté et les déchets. Alors que l'énergie nucléaire apparaissait volontiers comme une énergie du passé il y a quelques années, en particulier suite à l'accident de la centrale de Fukushima-Daiichi en 2011, le changement climatique a remis l'énergie nucléaire sur le devant de la scène, en raison de ses très faibles émissions de gaz à effet de serre. Malgré la présence de personnalités pro-nucléaires très médiatiques, comme Jean-Marc Jancovici, seuls 23 % des Français estiment que la France devrait s'appuyer sur l'énergie nucléaire pour affronter le défi climatique. Ce chiffre reste étonnamment bas, plus de deux fois inférieur à celui de ceux qui comptent sur les énergies renouvelables (54 %), et suggère que l'opposition à l'énergie nucléaire demeure forte dans l'opinion, malgré le changement climatique. Néanmoins, le pourcentage des Français en faveur de l'énergie nucléaire est significativement supérieur à la moyenne européenne de

17 % et a particulièrement progressé au cours de l'année dernière.

Cette opposition est spécialement marquée chez les femmes et chez les plus jeunes. Une telle tendance se retrouve partout en Europe, où les énergies renouvelables sont massivement préférées à l'énergie nucléaire dans un rapport de 4 à 1 (65 % *versus* 17 %). En Europe, la France est le seul pays qui soit en retard sur ses objectifs de déploiement des énergies renouvelables. Au début de son second mandat, le président Macron a annoncé un vaste plan de réinvestissement dans l'énergie nucléaire.

Alors que la sobriété énergétique s'est imposée comme un leitmotiv suite à la guerre en Ukraine, seul un cinquième de la population privilégie les économies d'énergie dans la lutte contre le changement climatique, le reste de la population préférant le développement des énergies renouvelables ou nucléaires. La formulation de la question, qui imposait de choisir l'une ou l'autre option, a certainement joué un rôle dans ce résultat, mais montre que la sobriété énergétique reste globalement délaissée au profit du développement des énergies bas-carbone. Au niveau mondial, ces énergies bas-carbone représentent environ 15 % du mix énergétique mondial, qui reste largement dominé par les énergies fossiles (84 %). Cette proportion a peu varié au cours des vingt dernières années, malgré le développement des énergies renouvelables : en raison de l'augmentation soutenue de la consommation d'énergie, les énergies bas-carbone se sont ajoutées aux énergies fossiles dans le mix énergétique mondial, plutôt que de remplacer celles-ci. La sobriété énergétique, pourtant décrite comme une voie d'action essentielle dans le dernier rapport du GIEC, tarde à se faire un chemin dans l'opinion, et reste sans doute largement perçue comme une contrainte, un sacrifice à effectuer en raison de la crise énergétique de l'hiver 2022.

Lutte contre le changement climatique

En France, selon le Haut Conseil pour le climat, les principales sources d'émission de gaz à effet de serre

sont d'abord le transport, avec 31 % des émissions (et en particulier le transport routier, qui représente 93 % de ces émissions), suivi de l'industrie et de l'agriculture, avec 19 % des émissions pour chaque secteur, et du logement, avec 17 % des émissions. La transformation d'énergie, qui monopolise pourtant une bonne partie des débats sur le climat, ne représente que 10 % des émissions.

Les Français n'apparaissent pas comme majoritairement opposés à des mesures plus radicales de lutte contre le changement climatique, contrairement à l'impression parfois dégagée dans certains débats publics. Ainsi, environ deux tiers des Français sont favorables à une taxe carbone ou à une politique de prix de l'énergie qui soient modulées sur la consommation des ménages. Ils sont moins nombreux que les Européens, en revanche, à se montrer favorables à une limitation de la vitesse sur les autoroutes : seule une courte majorité y est favorable. Ce résultat est d'autant plus surprenant que le pouvoir d'achat est la principale préoccupation des Français, et que cette mesure leur permettrait d'économiser de l'argent, alors que les deux autres les toucheraient au portefeuille. En période de crise énergétique et d'inflation des prix des carburants, on aurait pu penser que cette mesure aurait recueilli davantage d'approbation.

Globalement, les Français se montrent néanmoins pessimistes quant aux chances de leur pays d'atteindre ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre – et la justice leur donne raison, puisqu'elle a condamné la France à deux reprises pour n'avoir pas respecté ses objectifs définis dans l'accord de Paris. Trois quarts des Français se disent ainsi plus concernés par le changement climatique que ne l'est leur gouvernement, envoyant le message implicite que leur gouvernement devrait être davantage concerné par le climat. En 2021, une majorité (56 %) estimait par ailleurs que la lutte contre le changement climatique devait passer avant tout par un changement drastique des comportements individuels, alors que le gouvernement mise surtout sur l'innovation technologique (plébiscitée par 36 % de la population) dans sa stratégie de lutte contre le changement climatique.

Scepticisme

Enfin, il importe de signaler la persistance d'attitudes climato-sceptiques parmi la population. Ces positions, en France, ont été largement relayées dans le débat médiatique dans les années 2010, notamment par des figures scientifiques comme Claude Allègre ou Vincent Courtillot, tous deux géologues. Une récente enquête de l'OCDE, en juillet 2022, avait fait apparaître que la France était le pays industrialisé où le consensus scientifique sur le réchauffement était le moins bien accepté par la population.

Une minorité significative (8 %) estime ainsi qu'il n'y a aucun avantage à renoncer aux énergies fossiles. Le sondage de 2021 montrait que 13 % de la population était ouvertement climato-sceptique, estimant soit

que les activités humaines ne sont pas responsables du changement climatique, soit que celui-ci n'existe tout simplement pas. Ces chiffres sont alignés avec ceux de la plupart des pays européens, et montrent une partie significative – quoique très minoritaire – de la population qui reste absolument rétive aux alertes scientifiques sur le sujet.

Il est courant de penser, dans le débat public, que les climato-sceptiques ont complètement déserté les plateaux de télévision et de radio – à l'exception de CNews et de Sud-Radio – et que le climato-scepticisme s'est donc durablement éteint dans l'opinion. Le sondage montre au contraire que ce climato-scepticisme revendiqué – il ne s'agit pas ici de doutes – s'est durablement ancré dans l'opinion en Europe, et concerne environ un citoyen sur sept.

Table des matières

- 01 Note méthodologique

- 03 Ce que les Français nous disent de leurs préoccupations climatiques
– **Antoine Bristielle**
- 03 Protéger l'environnement : un enjeu primordial pour les Français
- 04 L'insatisfaction concernant l'action climatique
- 05 Le contexte international, un atout pour la transition écologique
- 05 Quel mix énergétique ?
- 06 Action climatique et justice sociale
- 06 Conclusion

- 07 Face à l'inaction politique, les Français plébiscitent la coercition
climatique
– **François Gemenne**
- 07 Une préoccupation ancienne
- 07 Innovations démocratiques
- 08 Mobilisations citoyennes
- 08 Politiques énergétiques
- 09 Lutte contre le changement climatique
- 10 Scepticisme

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

09_2022 : Pour une garantie de revenu réellement universelle. Une approche pragmatique
Marc Wolf

09_2022 : Justice restaurative. Bilan et perspectives
Erwan Dieu, Stéphane Jacquot

08_2022 : Les Français et la fatigue informationnelle. Mutations et tensions dans notre rapport à l'information
Guénaëlle Gault, David Medioni

07_2022 : La société de supermarché. Rôle et place de la grande distribution dans la France contemporaine
Jérôme Fourquet, Raphaël Llorca

06_2022 : Une autre redevance est possible. Pour un financement affecté mais plus juste de l'audiovisuel public
Julia Cagé

06_2022 : Dans la tête des abstentionnistes. À l'écoute de ceux qui se taisent
Raphaël Llorca, Laurence de Nervaux

05_2022 : Une occasion manquée. Retour critique sur la campagne présidentielle de Yannick Jadot
Denis Pingaud

05_2022 : Les LGBTIphobies au prisme de l'application FLAG!
Flora Bolter, Denis Quinqueton, préface de Johan Cavirot

05_2022 : Réinvestir la psychiatrie : une urgence sanitaire, un défi démocratique
Boris Nicolle

05_2022 : Plaidoyer pour une macrorégion euroméditerranéenne
Nora Mebarek

04_2022 : Le dossier Le Pen. Idéologie, image, électorat
Collectif

 fondationjeanjaures

 @j_jaures

 fondation-jean-jaures

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org


Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS